

# LES SOLDATS PERDUS DU TERRORISME

Depuis le début du siècle la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France sont confrontées à de terribles conflits nationalistes. Ils ont lieu à l'intérieur des frontières. Contre des États qualifiés de « colonialistes ».

Entretien

avec Xavier Raufer

Chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, conseiller de la rédaction en chef de *L'Express*, Xavier Raufer a publié de nombreux ouvrages. Les plus récents : *La Nébuleuse : le terrorisme du Moyen-Orient* (Fayard, 1987), *Atlas mondial de l'islam activiste* (La Table ronde, 1991), *Le Chaos balkanique* (La Table ronde, 1992) et *Les Superpuissances du crime. Enquête sur le narco-terrorisme* (Plon, 1993).



**L'HISTOIRE :** On parle beaucoup aujourd'hui du réveil des nationalismes en Europe centrale et orientale, mais depuis plusieurs décennies, à l'ouest du continent, l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne sont confrontées à des mouvements nationalistes qui ont recours au terrorisme contre des États qu'ils qualifient de « colonialistes ». Peut-on dégager des traits communs aux nationalismes basque, corse et irlandais ?

**XAVIER RAUFER :** Dans les trois cas, l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne, ces nationalismes ont pris corps dans des régions éloignées des centres de décision : Paris pour les Corses, Madrid pour les Basques et Londres pour les Irlandais. Il s'agit également de trois sociétés dotées

d'une originalité ethnique marquée, de sociétés catholiques aux solides traditions claniques et fortement imprégnées des notions d'honneur et de vengeance.

Sur ce terreau commun se sont développés des mouvements qui se sont fondus dans le même moule : une organisation politique légale, officielle (Sinn Fein en Ulster, Herri Batasuna au Pays Basque, Cuncolta par exemple en Corse), coexiste avec une formation armée, clandestine (IRA en Irlande, ETA au Pays Basque et FLNC-Canal historique en Corse), qui s'inspire des mouvements de libération du Tiers-Monde et qui accomplit des actions symboliques ou violentes. Ni les uns ni les autres n'ont les moyens, il va sans dire, de vaincre l'armée de l'État « colonialiste » en rase campagne.

**Corse, juin 1995 :** conférence de presse du FLNC regroupant, devant les caméras, une centaine de nationalistes encagoulés (cl. Sygma).

Le but est de faire pression sur l'opinion publique pour la dégoûter d'une « sale guerre » et la convaincre que, tout bien pesé, l'accès à indépendance de la nation « opprimée » vaut mieux que son maintien au sein de l'État.

**L'H. :** D'un mouvement à l'autre, cependant, les modes d'action diffèrent...

**X. R. :** Il y a en effet des différences dans l'organisation de la clandestinité et de la lutte armée. L'histoire, les conditions géographiques et les traditions ont joué et continuent de jouer.

L'IRA (Armée républicaine irlandaise)

daise), fondée clandestinement au début du xx<sup>e</sup> siècle pour libérer l'Irlande de l'occupant britannique, est une véritable armée en réduction, qui obéit à une discipline implacable avec un chef d'état-major et une répartition des fronts (un front d'Irlande du Nord, un front d'Angleterre, un front du continent...), et au sein de laquelle on fait carrière, comme dans l'armée régulière. Depuis 1921, date à laquelle le pays, sauf les six comtés du Nord, a obtenu l'indépendance, des vagues de guérilla urbaines n'ont cessé de se succéder en Ulster. La dernière a débuté en 1969.

Les Basques se sont lancés dans l'action à la fin des années 1950, au moment de la guerre d'Algérie — l'ETA (initiales basques pour « le Pays Basque et sa liberté ») a été créée en 1959 par de jeunes catholiques progressistes — et s'inspirent, en gros, du combat du FLN.

Les Corses, eux, sont les derniers arrivés dans la lutte armée : tout commence en 1976 avec la fondation du FLNC, là aussi sur le modèle algérien. Mais leur méthodologie terroriste est sans doute moins perfectionnée que celle de l'ETA et de l'IRA. Et depuis la fin des années 1980, le mouvement séparatiste est déchiré par des scissions successives : FLNC-Canal habituel, FLNC-Canal historique, Resistenza, etc.

**L'H. :** *Quelle est aujourd'hui leur situation par rapport à l'État central auquel ils s'opposent ?*

**X. R. :** L'IRA a bien manœuvré et à l'heure actuelle le gouvernement britannique se trouve sur la défensive. En septembre 1994, elle acceptait un cessez-le-feu et elle a réussi à le faire respecter sans que fût commise la moindre bavure. C'est dire l'autorité qu'exerce l'instance suprême : le Conseil de l'armée, qui commande à la fois à la branche politique (Sinn Féin) et à la branche armée (IRA).

Les nationalistes vivent en étroite association avec la communauté dont ils sont issus. L'organisation a prouvé aussi en ce début d'année 1996 qu'elle pouvait frapper Londres à tout moment, s'imposant ainsi face au gouvernement britannique décontenancé par la fin de la trêve, par une alternance de trêves et de reprises des attentats, sur la scène politique britannique.

**L'H. :** *Les Basques sont-ils dans un rapport de force aussi favorable avec Madrid ?*

**X. R. :** L'ETA est sortie très affaiblie des années 1992-1993 au cours desquelles son état-major a été démantelé en France, et plusieurs de ses militants livrés aux autorités espagnoles. Si elle se trouve aujourd'hui en difficulté, c'est aussi que les conditions politiques se sont considérablement modifiées au Pays Basque où le statut d'autonomie, fort généreux, permet

maintenant au gouvernement local d'exercer de plein droit des prérogatives qui ressortissent en général à un État souverain.

Ils sont loin, les temps héroïques du franquisme où les combattants basques affrontaient la Garde civile abhorrée de l'Espagne centralisatrice : actuellement l'ordre est assuré par la police basque. Et l'ETA, qui n'hésite pas à assassiner des militants du parti autonomiste modéré (le PNV, parti nationaliste basque), est confrontée aux risques d'une guerre basco-basque. L'autonomie très large dont dispose la province nuit à la crédibilité de son action.

**L'H. :** *Et la Corse ? Les scissions successives du mouvement nationaliste et les guerres fratricides qui ensanglantent l'île contribuent à y rendre la situation très confuse...*

**X. R. :** Dès l'origine, une ambiguïté a brouillé l'affaire corse. Parce qu'on n'a jamais pu tracer, au fond, une frontière claire entre le militantisme politique et le gangstérisme. A quelle catégorie appartiennent les plasticages ? A la lutte armée ou au racket ? Et ces assassinats entre factions nationalistes rivales ? Sur quelles bases idéologiques se sont produites les scissions ? Quand en 1973 l'ETA éclate en ETA militaire (nationaliste et socialiste) et ETA politico-militaire (marxiste-léniniste), on sait clairement pourquoi. On s'explique mal, en revanche, cette guerre fratricide entre Corses, sauf à y voir quelques raisons occultes. Des trafics ? Sans doute ont-ils servi à une certaine époque à faire entrer de l'argent. Mais maintenant ? Le gouvernement annonce qu'il est ouvert à des pourparlers avec les milieux nationalistes. Fort bien, mais de quels nationalistes s'agit-il ? Selon quels critères sont-ils choisis ?

**L'H. :** *Les perspectives de règlement des conflits apparaissent donc bien différentes dans les trois cas...*

**X. R. :** En Corse, pour le moment, le mouvement nationaliste s'est enfermé dans une impasse. Au Pays Basque, la question qui se pose à l'ETA tient désormais à ses rapports avec le gouvernement autonome de la province. En Irlande, le gouvernement de Londres peut tenter une manœuvre dilatoire en imposant des élections en Ulster qui favoriseraient les partis moins radicaux que l'IRA, le Social Democrat Labour Party, catholique modéré, par exemple. Mais l'IRA, au jour le jour, représente encore la police d'assurance de la communauté catholique. Il serait donc illusoire de croire qu'on puisse désamorcer le conflit par un tour de passe-passe électoral et sans en passer par la signature d'un traité de paix avec l'IRA.

(Propos recueillis par Daniel Bermond.)